

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 15

[C – 2009/27230]

**22 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, notamment les articles 11, 16, § 3, 20, § 3 et § 4, 26, § 4, 33 et 34;

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment les articles 47, § 1<sup>er</sup>, 20, 53, 57, § 6 et § 8, 58, 60, 61, 66, 68bis, 68ter, 73, 79, § 3, 81, 83, 84, 88, 89bis, 90, § 3, 90ter, modifiés par le décret du 10 décembre 2009 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu le décret du 19 novembre 1998 instituant une taxe sur les automates en Région wallonne, modifié en dernier lieu par le décret du 10 décembre 2009 d'équité fiscale et d'efficacité environnementale pour le parc automobile et les maisons passives, l'article 5;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 2, modifié par le décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO<sub>2</sub> par les véhicules automobiles des personnes physiques, et par le décret du 30 avril 2009 portant diverses modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, au décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, au Livre II du Code de l'Environnement, au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, à l'éco-malus et prévoyant une habilitation au Gouvernement pour codifier la législation fiscale wallonne, 6, alinéa 2, 10 à 16, modifiés par le décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, 18, 25, modifié par le décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, par le décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO<sub>2</sub> par les véhicules automobiles des personnes physiques, et par le décret du 10 décembre 2009 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, 26, 27, remplacé par le décret du 17 janvier 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009 modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, et 64;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant Règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2000 relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant diverses modifications à la procédure fiscale wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant diverses modifications à la procédure fiscale wallonne;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2009;

Vu l'avis n° 47.578/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; l'urgence est motivée par le fait que le transfert par l'Etat fédéral de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, à la Région wallonne, prendra cours le 1<sup>er</sup> janvier 2010 prochain; or, à la suite du décret du 10 décembre 2009 d'accompagnement des mesures de procédure fiscale absolument nécessaire pour permettre la continuité du service de l'impôt à partir de cette date, décret devant entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le présent arrêté exécute ce décret d'accompagnement en prévoyant les habilitations légales aux fonctionnaires wallons pour accomplir les tâches essentielles de gestion de ces taxes; de plus, le décret du 10 décembre 2009 d'équité fiscale et d'efficacité environnementale pour le parc automobile et les maisons passives prévoit, à partir de la période d'imposition 2009 de la taxe sur les automates, une nouvelle déclaration annuelle; de ce fait, cet arrêté, ne comportant que ces mesures d'exécution et ces attributions de compétences en matière de procédure fiscale wallonne, doit absolument entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2010, après approbation du décret d'accompagnement du transfert et du décret d'équité fiscale;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2000 relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2000 relatif à la taxe sur les automates en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires visés à l'article 5, alinéa 2, du décret du 19 novembre 1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne sont les fonctionnaires de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les services et fonctionnaires visés dans les articles ci-après sont ceux de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, à moins qu'il ne soit précisé un département particulier de cette Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, ou qu'il s'agit de l'Office wallon des déchets, visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. »

**Art. 3. A.** A l'article 3, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « de la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ».

**B.** A l'article 3 du même arrêté, il est ajouté un 3<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les jeux et paris et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, les fonctionnaires du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

**Art. 4. A.** A l'article 5, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ».

**B.** A l'article 5 du même arrêté, il est ajouté un 3<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les jeux et paris et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

**Art. 5. A.** A l'article 6 du même arrêté, le 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les automates, la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie; »

**B.** A l'article 6 du même arrêté, il est ajouté un 5<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *6bis*, rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. Le fonctionnaire visé à l'article *12bis* du décret est le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

**Art. 7.** A l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Les rôles visés à l'article 18 du décret sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, pour l'application de la taxe sur les automates. »

2<sup>o</sup> il est ajouté un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Ils sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, en ce qui concerne la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées. »

**Art. 8.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Le service visé aux articles *17bis*, *18bis*, 19 et *20bis* du décret est :

1<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les automates, le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie;

2<sup>o</sup> pour l'application de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. »

**Art. 9.** A l'article 9 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « aux articles 25 à 27 du décret » sont remplacés par les mots « aux articles 25 à 27bis du décret »;

2° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° pour l'application de la taxe sur les automates, le directeur du Contentieux de la Fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui; »;

3° il est ajouté un 5°, rédigé comme suit :

« 5° pour l'application de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. »

**Art. 10.** A l'article 10 du même arrêté, les mots « le directeur de la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui ».

**Art. 11.** L'article 11, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le receveur est le membre du personnel de niveau 1 de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, qui est désigné pour la taxe en cause par l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction. »

**Art. 12.** A l'article 22 du même arrêté, les mots « le directeur de la Direction des Recettes du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui ».

**Art. 13.** A l'article 23 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier tiret est remplacé par la disposition suivante :

« pour l'application de la taxe sur les automates, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui; »;

2° il est ajouté un quatrième tiret, rédigé comme suit :

« pour l'application de la taxe sur les jeux et paris, de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement et de la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

**Art. 14.** L'annexe au même arrêté est remplacée par les annexes 1<sup>re</sup> et 2 au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 8 juillet 1970  
portant Règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

**Art. 15.** Dans le Titre 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il est inséré un chapitre VI, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI. — Dispositions particulières à la taxe sur les jeux et paris et à la taxe sur les appareils automatiques de divertissement

Art. 14bis. § 1<sup>er</sup>. Les articles 1<sup>er</sup> à 14 du présent Règlement général ne sont pas applicables aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus suivantes :

1° la taxe sur les jeux et paris;

2° la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

§ 2. Les fonctionnaires visés aux articles 47, § 1<sup>er</sup>, 58, § 1<sup>er</sup> et § 2, 73, § 2 et 90ter, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, sont les fonctionnaires de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

§ 3. Le fonctionnaire visé aux articles 53, alinéa 1<sup>er</sup>, 57, § 6 et § 8, 60, § 1<sup>er</sup>, 68bis, 73, § 1<sup>er</sup>, 73, § 2 (concernant la compétence d'avis inscrite dans cette disposition), 81, 2°, 84, § 4, 89bis, 90ter, § 1<sup>er</sup>, et 90ter, § 2 (concernant la compétence d'avis inscrite dans cette disposition), du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

§ 4. Le fonctionnaire visé aux articles 60, § 2, 61, § 1<sup>er</sup>, 62, § 1<sup>er</sup>, 83, § 1<sup>er</sup>, et 84, § 1<sup>er</sup> et § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est le receveur compétent pour la taxe en cause, désigné conformément à l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

§ 5. Le service visé aux articles 63<sup>ter</sup> et 79, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

§ 6. Le service visé aux articles 68<sup>ter</sup>, § 3, et 90, § 3, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

§ 7. Le service visé à l'article 83, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, est le Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. ».

**Art. 16.** Dans le même arrêté, les articles 35<sup>bis</sup> à 38 sont abrogés.

**Art. 17.** A l'article 47, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « et par les fonctionnaires de la Région wallonne » sont insérés entre les mots « par les agents de l'Administration des contributions directes » et «, ainsi que par les fonctionnaires désignés à cette fin ».

**Art. 18.** A l'article 50<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « et par les fonctionnaires de la Région wallonne » sont insérés entre les mots « aux agents de la surveillance » et «, aux fins de contrôle des opérations de paris ».

**Art. 19.** Dans le même arrêté, les articles 53 et 54 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 53. Le Ministre ayant les Finances dans ses attributions fixe :

— le modèle des déclarations et les documents à y annexer, en matière de taxe sur les jeux et paris;

— les modèles de relevé des enjeux, de relevé récapitulatif journalier et du relevé récapitulatif de quinzaine, relatifs aux jeux présentant quelque analogie avec les jeux de casinos et visés par l'article 47 du Code.

Art. 54. Le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie fixe :

— les modalités et formes auxquelles la déclaration et l'autorisation préalable à l'organisation de jeux et paris doivent répondre;

— les modèles des billets, tickets, cartes et registres en matière de taxe sur les jeux et paris;

— le modèle des documents destinés à justifier le montant des sommes engagées ainsi que celui des attributions faites à titre de prix ou autrement; il peut, en outre, faire soumettre à l'approbation ou au visa préalable du fonctionnaire qu'il désigne, ces documents ou tous autres dont la tenue est imposée en matière de taxe sur les jeux et paris. ».

**Art. 20.** Dans le même arrêté, l'article 55 est abrogé.

**Art. 21.** Dans le même arrêté, l'article 56 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 56. Le Ministre ayant les Finances dans ses attributions détermine les modalités de remise du bordereau et de délivrance des signes distinctifs, ainsi que les modalités d'administration de la preuve du respect de la procédure visée à l'article 79, § 3, du Code. »

#### CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

**Art. 22.** Dans l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, les articles 3 à 5 sont abrogés.

**Art. 23.** Dans le même arrêté, les articles 7<sup>bis</sup> à 7<sup>quinquies</sup> sont abrogés.

#### CHAPITRE V. — Exécution de l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons

**Art. 24.** Le fonctionnaire visé aux articles 11, alinéa 2, 16, § 3, 20, § 3, 2<sup>o</sup>, 26, § 4, et 34 de l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, est le directeur de l'Etablissement de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

**Art. 25.** Le fonctionnaire visé à l'article 20, § 4, de l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, est l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

**Art. 26.** Le fonctionnaire visé à l'article 33 de l'arrêté royal du 3 avril 1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, est le directeur du contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui.

#### CHAPITRE VI. — Entrée en vigueur

**Art. 27.** Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

— des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, A., 4, A., et 5, A., qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> juillet 2009;

— des articles 3, B., 4, B., 5, B., 6 à 13, et 15 à 26, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Art. 28.** Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 décembre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

## ANNEXE 1

A rappeler dans toute correspondance :

20.../.....

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**  
**Direction Générale Opérationnelle de la Fiscalité**  
**29 avenue Gouverneur Bovesse**  
**5100 JAMBES**

**DECLARATION ANNUELLE A LA TAXE SUR LES AUTOMATES EN REGION WALLONNE**

-

**Appareils distributeurs de carburant accessibles au public**

La présente déclaration dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée doit parvenir au Service indiqué ci-dessus avant le 30 avril de l'année de l'exercice d'imposition.

Base décrétable : Décret du 19/11/1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne – (Moniteur belge du 27/11/1998)

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période imposable : 20...

Exercice d'imposition : 20.....

Date d'envoi de la déclaration : .....

Date de réception : .....

I. DENOMINATION DU SITE

(veuillez apporter les corrections voulues si les coordonnées sont inexactes)

Nom ou raison sociale : .....

Rue et numéro : .....

Code postal..... Commune.....

Tél : ..... Fax : .....

II. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT DES AUTOMATES

Nom ou raison sociale : .....

Rue et numéro : .....

Code postal..... Commune.....

Tél : ..... Fax : .....

N° d'entreprise ou TVA : .....

III. AUTOMATES

Veillez déclarer les automates dont vous disposez, qui sont visés par l'article 2, 1°, c), du décret (appareils distributeurs de carburant accessibles au public).

N° de compteur	Nombre de pistolets reliés à ce compteur

IV. IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE DES AUTOMATES

Êtes-vous le propriétaire, au sens de l'article 3 du décret, des automates déclarés ?

OUI / NON (biffez la mention inutile)

Si NON, veuillez le désigner en déclinant l'identité de celui-ci :

Nom ou raison sociale : .....

Rue et numéro : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Tél. : ..... Fax : .....

N° d'entreprise ou TVA : .....

Je soussigné(e) ..... certifie que la présente déclaration en ce y compris les documents transmis en annexe sur support papier et / ou informatique, est exacte et sincère.

Fait à ..... le .....

Nom, qualité et signature du (de la) déclarant(e),

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009 portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallone.

Namur, le 22 décembre 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

## ANNEXE 2

A rappeler dans toute correspondance :

20.../.....

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**  
**Direction Générale Opérationnelle de la Fiscalité**  
**29 avenue Gouverneur Bovesse**  
**5100 JAMBES**

**DECLARATION ANNUELLE A LA TAXE SUR LES AUTOMATES EN REGION WALLONNE**

-

**Distributeurs automatiques de billets de banque et guichets automatisés**

La présente déclaration dûment complétée, certifiée exacte, datée et signée doit parvenir au Service indiqué ci-dessus avant le 30 avril de l'année de l'exercice d'imposition.

Base décrétable : Décret du 19/11/1998 instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne – (Moniteur belge du 27/11/1998)

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Période imposable : 20..... Exercice d'imposition : 20.....  
 Date d'envoi de la déclaration : .....  
 Date de réception : .....

I. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT DES AUTOMATES

Nom ou raison sociale : .....  
 Rue et numéro : .....  
 Code postal..... Commune.....  
 Tél : ..... Fax : .....  
 N° d'entreprise : .....

II. AUTOMATES

Veillez déclarer les automates dont vous disposez, qui sont visés par l'article 2, 1°, a) et b), du décret en précisant leur localisation (distributeurs automatiques de billets de banque et guichets automatisés).





Je soussigné(e) ..... certifie que la présente déclaration en ce y compris les documents transmis en annexe sur support papier et / ou informatique, est exacte et sincère.

Fait à ..... le .....

Nom, qualité et signature du (de la) déclarant(e),

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009 portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallone.

Namur, le 22 décembre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 15

[C – 2009/27230]

**22. DEZEMBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke, insbesondere der Artikel 11, 16 § 3, 20 § 3 und § 4, 26 § 4, 33 und 34;

Aufgrund des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, insbesondere die Artikel 47 § 1, 20, 53, 57 § 6 und § 8, 58, 60, 61, 66, 68*bis*, 68*ter*, 73, 79 § 3, 81, 83, 84, 88, 89*bis*, 90 § 3, 90*ter*, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke, des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren und des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 über Steuergerechtigkeit und Umwelteffizienz für den Fahrzeugpark und die Passivhäuser, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, des Artikels 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO<sub>2</sub>-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen und durch das Dekret vom 30. April 2009 zu verschiedenen Abänderungen des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, des Buches II des Umweltgesetzbuches, des Erbschaftssteuergesetzbuches und des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, des Ökomalus, und zur Bestimmung einer Ermächtigung der Regierung, um die wallonische Steuergesetzgebung zu kodifizieren, des Artikels 6, Absatz 2, der Artikel 10 bis 16, abgeändert durch das Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der direkten wallonischen Abgaben, des Artikels 18, des Artikels 25, abgeändert durch das Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der direkten wallonischen Abgaben, das Dekret vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO<sub>2</sub>-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, und das Dekret vom 10. Dezember 2009 zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke, des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren und des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, und des Artikels 64;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2000 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 17. Juli 1970 zur Durchführung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern;

Aufgrund des am 8. Dezember 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Dezember 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. Dezember 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 47.578/2; die Dringlichkeit wird dadurch begründet, dass die Abtretung der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke durch den Föderalstaat an die Wallonische Region am kommenden 1. Januar 2010 in Kraft treten wird; anschließend an das Dekret vom 10. Dezember 2009 zur Begleitung der Maßnahmen bezüglich des steuerlichen Verfahrens, die unbedingt notwendig sind, um die Kontinuität des Steuerdienstes ab diesem Datum zu ermöglichen, das spätestens am 10. Januar in Kraft treten muss, ist vorliegender Erlass zur Durchführung dieses vorgenannten Dekrets bestimmt, indem er die gesetzlichen Ermächtigungen für die wallonischen Beamten zwecks der Durchführung der wesentlichen Aufgaben zur Verwaltung dieser Steuern vorsieht; zudem wird in dem Dekret vom 10. Dezember 2009 über Steuergerechtigkeit und Umwelteffizienz für den Fahrzeugpark und die Passivhäuser eine neue jährliche Steuererklärung ab dem Besteuerungszeitraum 2009 bezüglich der Steuer auf Automaten vorgesehen; aus diesem Grund muss dieser Erlass, der nur diese Durchführungsmaßnahmen und diese Befugniszuweisungen im Bereich des wallonischen steuerlichen Verfahrens enthält, unbedingt spätestens am 1. Januar 2010 in Kraft treten, nachdem das Dekret zur Begleitung der Abtretung und das Dekret über die Steuergerechtigkeit genehmigt worden sind;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,  
Beschließt:

*KAPITEL I — Änderung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. November 2000  
zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region*

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2000 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 1 - Die in Artikel 5, Absatz 2 des Dekrets vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region genannten Beamten sind die Beamten der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

*KAPITEL II — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

**Art. 2** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die in den unten stehenden Artikeln erwähnten Dienststellen und Beamten diejenigen der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, es sei denn, es wird eine besondere Abteilung dieser Generaldirektion bestimmt, oder es handelt sich um das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.»

**Art. 3 - A.** In Artikel 3, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch "Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

**B.** In Artikel 3 desselben Erlasses wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° für die Anwendung der Steuer auf Spiele und Wetten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke, die Beamten der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

**Art. 4 - A.** In Artikel 5, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch "Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

**B.** In Artikel 5 desselben Erlasses wird eine Nummer 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° für die Anwendung der Steuer auf Spiele und Wetten und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke, die Beamten der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

**Art. 5 - A.** In Artikel 6 desselben Erlasses wird die Nr. 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;»

**B.** In Artikel 6 desselben Erlasses wird eine Nummer 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«5° für die Anwendung der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke, die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

**Art. 6** - Ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. *6bis* - Der in Artikel *12bis* des Dekrets genannte Beamte ist der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

**Art. 7** - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die in Art. 18 des Dekrets genannten Heberollen werden durch den Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den Beamten, der diese Funktion ausübt, oder den von ihm beauftragten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Anwendung der Steuer auf Automaten betrifft.»

Es wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den Beamten, der diese Funktion ausübt, oder den von ihm beauftragten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Steuer auf Spiele und Wetten, die Spielautomatensteuer, und die Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke betrifft.» .

**Art. 8** - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Die in den Artikeln *17bis*, *18bis*, 19 und *20bis* des Dekrets genannte Dienststelle ist:

1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° für die Anwendung der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke, die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

**Art. 9** - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Der Wortlaut "Artikel 25 bis 27 des Dekrets" wird durch "Artikel 25 bis *27bis*" des Dekrets abgeändert.

2° Die Nr. 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte;»

3° Es wird eine Nr. 5° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«5° für die Anwendung der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte.»

**Art. 10** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der dieses Amt ausübende Beamte oder der von ihm beauftragte Beamte" durch den Wortlaut "Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte" ersetzt.

**Art. 11** - Artikel 11, § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2. Der Einnehmer ist das Personalmitglied der Stufe 1 der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, das vom dem Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die betreffende Steuer bestimmt wird, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt.»

**Art. 12** - In Artikel 22 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der dieses Amt ausübende Beamte oder der von ihm beauftragte Beamte" durch den Wortlaut "Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte" ersetzt.

**Art. 13** - Artikel 23 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Der erste Gedankenstrich wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«- für die Anwendung der Steuer auf Automaten, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte;

2° Ein vierter Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«für die Anwendung der Steuer auf Spiele und Wetten, der Spielautomatensteuer und der Steuer auf die Eröffnung von Schankstätten für gegorene Getränke, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte.»

**Art. 14** - Die Anlage zu demselben Erlass wird durch die Anlagen 1 und 2 zu vorliegendem Erlass ersetzt.

*KAPITEL III. — Änderungen im Königlichen Erlass vom 8. Juli 1970  
zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

**Art. 15** - In Titel I des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 1970 zur allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wurde ein Kapitel VI mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL VI - Besondere Bestimmungen betreffend die Steuer auf Spiele und Wetten und die Spielautomatensteuer

Art. 14*bis* - § 1. Die Artikel 1 bis 14 vorliegender allgemeiner Regelung sind nicht auf die folgenden den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern anwendbar:

1° die Steuer auf Spiele und Wetten;

2° die Steuer auf Spielautomaten.

§ 2. Die in den Artikeln 47 § 1, 58 § 1 und § 2, 73 § 2, und 90*ter* § 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannten Beamten sind die Beamten der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

§ 3. Der in den Artikeln 53 Absatz 1, 57 § 6 und § 8, 60 § 1, 68*bis*, 73 § 1, 73 § 2 (betreffend die in dieser Bestimmung genannte Begutachtungsbefugnis), 81 2°, 84 § 4, 89*bis*, 90*ter* § 1, und 90*ter* § 2 (betreffend die in dieser Bestimmung genannte Begutachtungsbefugnis) des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Beamte ist der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der diese Funktion ausübt oder der von ihm beauftragte Beamte.

§ 4. Der in den Artikeln 60 § 2, 61 § 1, 62 § 1, 83 § 1, und 84 § 1 und § 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Beamte ist der für die betreffende Steuer zuständige Beamte, der gemäß Artikel 11 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben bestimmt wird.

§ 5. Die in den Artikeln 63*ter* und 79 § 3 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Dienststelle ist die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

§ 6. Die in den Artikeln 68*ter* § 3 und 90 § 3 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Dienststelle ist die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

§ 7. Die in Artikel 83 § 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern genannte Dienststelle ist die Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

**Art. 16** - In demselben Erlass werden die Artikel 35*bis* bis 38 aufgehoben.

**Art. 17** - In Artikel 47, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "und von den Beamten der Wallonischen Region" zwischen "von den Beamten der Verwaltung der direkten Steuern" und ", sowie von den zu diesem Zweck bestimmten Beamten" eingefügt.

**Art. 18** - In Artikel 50*sexies*, § 1, 1° desselben Erlasses wird der Wortlaut "et par les fonctionnaires de la Région wallonne" zwischen "aux agents de la surveillance" und ", aux fins de contrôle des opérations de paris" eingefügt.

**Art. 19** - In demselben Erlass werden die Artikel 53 und 54 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 53 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, legt folgende Dokumente fest:

— das Muster für die Erklärungen und die ihnen beizufügenden Dokumente betreffend die Steuer auf Spiele und Wetten;

— die Muster für das Verzeichnis der Einsätze, das tägliche zusammenfassende Verzeichnis, das zweiwöchentliche zusammenfassende Verzeichnis betreffend die Spiele, die auf irgend eine Weise Kasinospielen ähnlich sind, und die in Artikel 47 des Gesetzbuches genannt werden;

Art. 54 - Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie legt Folgendes fest:

— die Modalitäten und Formen, denen die Erklärung und die vorhergehende Genehmigung für die Organisation von Spielen und Wetten genügen müssen;

— die Muster für die Spielscheine, Tickets, Karten und Register betreffend die Steuer auf Spiele und Wetten;

— das Muster für die Dokumente zur Rechtfertigung der eingesetzten Summen sowie der im Sinne eines Preises oder anderweitig getätigten Zuweisungen; er kann zudem beschließen, dass diese Dokumente und alle anderen Dokumente, deren Führung im Bereich der Steuer auf Spiele und Wetten auferlegt wird, der vorherigen Genehmigung und dem vorherigen Visum des von ihm bestimmten Beamten zu unterwerfen sind.»

**Art. 20** - In demselben Erlass wird der Artikel 55 aufgehoben.

**Art. 21** - In demselben Erlass wird der Artikel 56 mit dem folgenden Wortlaut wieder eingeführt:

«Art. 56 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, bestimmt die Modalitäten für die Übergabe des Kontrollscheins und die Aushändigung der Steuerkennzeichen sowie für die Erbringung des Beweises, dass das in Artikel 79 § 3 des Gesetzbuches genannte Verfahren eingehalten wird.»

KAPITEL IV — *Änderungen im ministeriellen Erlass vom 17. Juli 1970  
zur Durchführung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern*

**Art. 22** - Im ministeriellen Erlass vom 17. Juli 1970 zur Durchführung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern werden die Artikel 3 bis 5 aufgehoben.

**Art. 23** - In demselben Erlass werden die Artikel 7bis bis 7quinquies aufgehoben.

KAPITEL V — *Durchführung des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953  
zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke*

**Art. 24** - Der in den Artikeln 11 Absatz 2, 16 § 3, 20 § 3, 2<sup>o</sup>, 26 § 4, und 34 des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke genannte Beamte ist der Direktor der Direktion der Bestimmung der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der diese Funktion ausübt oder der von ihm beauftragte Beamte.

**Art. 25** - Der in Artikel 20 § 4 des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke genannte Beamte ist der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der diese Funktion ausübt oder der von ihm beauftragte Beamte.

**Art. 26** - Der in Artikel 33 des Königlichen Erlasses vom 3. April 1953 zur Koordinierung der Gesetzesbestimmungen über den Ausschank gegorener Getränke genannte Beamte ist der Direktor der Direktion der Streitsachen der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der diese Funktion ausübt oder der von ihm beauftragte Beamte.

KAPITEL VI — *Inkrafttreten*

**Art. 27** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft mit Ausnahme:

— der Artikel 1, 2, 3, A., 4, A., und 5, A., die am 1. Juli 2009 wirksam werden;

— der Artikel 3, B., 4, B., 5, B., 6 bis 13, und 15 bis 26, die am 1. Januar 2010 in Kraft treten.

**Art. 28** - Der Minister des Haushalts und der Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Dezember 2009

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

## ANLAGE 1

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

20.../.....

**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**  
**Operative Generaldirektion Steuerwesen**  
**29 avenue Gouverneur Bovesse**  
**5100 JAMBES**

**JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR STEUER AUF AUTOMATEN IN DER  
WALLONISCHEN REGION**

**-**  
**Der Öffentlichkeit zugängliche Bedienungsautomaten für Treibstoff**

Vorliegende ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss spätestens am 30. April des Steuerjahres bei der oben genannten Dienststelle eingehen.

Dekretgrundlage: Dekret vom 19/11/1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region (Belgisches Staatsblatt vom 27/11/1998)

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Besteuerungszeitraum: 20...

Steuerjahr: 20.....

Versanddatum der Erklärung: .....

Empfangsdatum: .....

I. BEZEICHNUNG DES STANDORTES

(Bitte berichtigen, falls die Angaben nicht korrekt sind)

Name oder Gesellschaftsbezeichnung: .....

Straße und Hausnummer: .....

Postleitzahl..... Gemeinde.....

Tel.: ..... Fax: .....

II. IDENTIFIZIERUNG DES BETREIBERS DER AUTOMATEN

Name oder Gesellschaftsbezeichnung: .....

Straße und Hausnummer:.....

Postleitzahl..... Gemeinde.....

Tel.: ..... Fax: .....

Unternehmens- oder MwSt-Nr.:  
.....

III. AUTOMATEN

Bitte melden Sie die Automaten (der Öffentlichkeit zugängliche Bedienungsautomaten für Treibstoff) im Sinne von Artikel 2, 1°, c) des Dekrets an, über die Sie verfügen.

Nr. des Zählers                      Anzahl der an diesen Zähler angeschlossenen Zapfpistolen

N° de compteur	Nombre de pistolets reliés à ce compteur

IV. IDENTIFIZIERUNG DES EIGENTÜMERS DER AUTOMATEN

Sind Sie der Eigentümer (im Sinne von Artikel 3 des Dekrets) der angemeldeten Automaten?

JA / NEIN (Unzutreffendes bitte streichen)

Wenn NEIN, bitte die Identität des Eigentümers angeben:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung: .....

Straße und Hausnummer:.....

Postleitzahl..... Gemeinde.....

Tel.: ..... Fax: .....

Unternehmens- oder MwSt-Nr.:  
.....



Der /die Unterzeichnete ..... bestätigt hiermit, dass die vorliegende Erklärung einschließlich der beigefügten Unterlagen auf Papier und/oder Datenträger ehrlich und richtig ist.

Geschehen zu ..... am .....

Name, Eigenschaft und Unterschrift des / der Erklärungspflichtigen,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung von 22. Dezember 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Dezember 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

**ANLAGE 2**

Bei jedem Schreiben bitte angeben:

20 .. / .....

**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**  
**Operative Generaldirektion Steuerwesen**  
**29 avenue Gouverneur Bovesse**  
**5100 JAMBES**

**JÄHRLICHE ERKLÄRUNG ZUR STEUER AUF AUTOMATEN IN DER  
WALLONISCHEN REGION**

**-**  
**Automatische Geldscheinautomaten und automatisierte Schalter**

Vorliegende ordnungsgemäß ausgefüllte, für richtig bescheinigte, datierte und unterzeichnete Erklärung muss spätestens am 30. April des Steuerjahres bei der oben genannten Dienststelle eingehen.

Dekretgrundlage: Dekret vom 19/11/1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region (Belgisches Staatsblatt vom 27/11/1998)

DER VERWALTUNG VORBEHALTENES FELD

Besteuerungszeitraum: 20.....

Steuerjahr: 20.....

Versanddatum der Erklärung: .....

Empfangsdatum: .....

I. IDENTIFIZIERUNG DES BETREIBERS DER AUTOMATEN

Name oder Gesellschaftsbezeichnung: .....

Straße und Hausnummer: .....

Postleitzahl..... Gemeinde.....

Tel.: ..... Fax: .....

Betriebsnummer: .....



Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

.....

Straße und Hausnummer:

Postleitzahl..... Gemeinde.....

Tel.: ..... Fax: .....

Unternehmens- oder MwSt-Nr.:

.....

Der /die Unterzeichnete ..... bestätigt hiermit, dass die vorliegende Erklärung einschließlich der beigefügten Unterlagen auf Papier und/oder Datenträger ehrlich und richtig ist.

Geschehen zu ..... am  
.....Name, Eigenschaft und Unterschrift des / der  
Erklärungspflichtigen,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung von 22. Dezember 2009 zur Einführung verschiedener Änderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren als Anlage beigefügt zu werden.  
Namur, den 22. Dezember 2009

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 15

[C – 2009/27230]

#### 22 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, inzonderheid op de artikelen 11, 16, § 3, 20, § 3 en § 4, 26, § 4, 33 en 34;

Gelet op het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op de artikelen 47, § 1<sup>er</sup>, 20, 53, 57, § 6 en § 8, 58, 60, 61, 66, 68bis, 68ter, 73, 79, § 3, 81, 83, 84, 88, 89bis, 90, § 3, 90ter, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009 houdende wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009 houdende fiscale billijkheid en milieuefficiëntie voor het wagenpark en de passiefhuizen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, inzonderheid op de artikelen 2, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO<sub>2</sub>-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, en bij het decreet van 30 april 2009 houdende verscheidene wijzigingen in de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, op het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, op Boek II van het Milieuwetboek, op het Wetboek van Successierechten en op het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, op de Ecomalus en tot invoering van een machtiging voor de Regering om de Waalse belastingwetgeving te codificeren, 6, tweede lid, 10 tot 16, gewijzigd bij het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, 18, 25, gewijzigd bij het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, bij het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO<sub>2</sub>-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen en bij het decreet van 10 december 2009 houdende wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, vervangen bij het decreet van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009 houdende wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen en 64;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2000 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende verschillende wijzigingen in de Waalse fiscale procedure;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende verschillende wijzigingen in de Waalse fiscale procedure;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juli 1970 tot uitvoering van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2009;

Gelet op advies nr. 47.578/2 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; de dringende noodzakelijkheid wordt gemotiveerd door het feit dat de overheveling door de federale Staat van de belasting op de spelen en weddenschappen, van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en van de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken naar het Waalse Gewest op 1 januari 2010 aanstaande in werking zal treden; ten gevolge van het decreet van 10 december 2009 houdende begeleiding van de maatregelen inzake de fiscale procedure die absoluut noodzakelijk is om de continuïteit van de belastingdienst vanaf die datum mogelijk te maken, waarbij dat decreet uiterlijk op 1 januari 2010 in werking moet treden, voert dit besluit echter dat begeleidingsdecreet uit door te voorzien in de wettelijke machtigingen aan de Waalse ambtenaren om de wezenlijke taken inzake beheer van die belastingen uit te oefenen; bovendien voorziet het decreet van 10 december 2009 houdende fiscale billijkheid en milieuefficiëntie voor het wagenpark en de passiefhuizen vanaf de belastingperiode 2009 voor de belasting op de automaten in een nieuwe jaarlijkse aangifte; diensgevolge moet dat besluit, dat alleen die uitvoeringsmaatregelen en die toewijzingen van bevoegdheden inzake de Waalse fiscale procedure omvat, uiterlijk op 1 januari 2010 absoluut in werking treden na goedkeuring van het decreet houdende begeleiding van de overheveling en van het decreet houdende fiscale billijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2000 betreffende de belasting op de automaten in het Waalse Gewest*

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2000 betreffende de belasting op de automaten in het Waalse Gewest wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De in artikel 5, tweede lid, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest bedoelde ambtenaren zijn de ambtenaren van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit zijn de diensten en ambtenaren bedoeld in hiernavolgende artikelen de diensten en ambtenaren van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, tenzij aangegeven wordt dat het gaat om een bijzonder departement van dat Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of dat het gaat om de "Office wallon des déchets" (Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen), bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. »

**Art. 3. A.** In artikel 3, 1°, van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst » vervangen door de woorden « van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst ».

**B.** In artikel 3 van hetzelfde Wetboek wordt er een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° voor de toepassing van de belasting op de spelen en weddenschappen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, de ambtenaren van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

**Art. 4. A.** In artikel 5, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst » vervangen door de woorden « het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst ».

**B.** In artikel 5 van hetzelfde Wetboek wordt er punt een 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° voor de toepassing van de belasting op de spelen en weddenschappen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

**Art. 5. A.** In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst; ».

**B.** In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt er een punt 45° toegevoegd, luidend als volgt :

« 45° voor de toepassing van de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt er een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. De in artikel *12bis* van het decreet bedoelde ambtenaar is de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

**Art. 7.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« De in artikel 18 van het decreet bedoelde kohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar voor de toepassing van de belasting op de automaten. »;

2° er wordt een lid 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« Ze worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar, wat betreft de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken. »

**Art. 8.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De in de artikelen *17bis*, *18bis*, 19 en *20bis* van het decreet bedoelde dienst bestaat uit :

1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst;

2° voor de toepassing van de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

**Art. 9.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « in de artikelen 25 tot *27bis* van het decreet » worden vervangen door de woorden « in de artikelen 25 tot *27bis* van het decreet »;

2° nummer 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar; »;

3° er wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt :

« 45° voor de toepassing van de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar. »

**Art. 10.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « de directeur van de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent of de door hem gemachtigd ambtenaar » worden vervangen door de woorden « de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent of de door hem gemachtigd ambtenaar ».

**Art. 11.** Artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. De ontvanger is het personeelslid van niveau 1 van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst dat voor de betrokken belasting door de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst aangesteld wordt, of de ambtenaar die dat ambt uitoefent. »

**Art. 12.** In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « de directeur van de Directie Ontvangsten van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent of de door hem gemachtigd ambtenaar » worden vervangen door de woorden « de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent of de door hem gemachtigd ambtenaar ».

**Art. 13.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste streepje wordt vervangen door volgende bepaling :

« - voor de toepassing van de belasting op de automaten, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar; »;

2° er wordt een vierde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - voor de toepassing van de belasting op de spelen en weddenschappen, de belasting op de automatische ontspanningstoestellen en de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste dranken, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar. »

**Art. 14.** De bijlage bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlagen 1 en 2 bij dit besluit.

*HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

**Art. 15.** In Titel I van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt er een hoofdstuk VI ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VI. – Bijzondere bepalingen voor de belasting op de spelen en weddenschappen en voor de belasting op de automatische ontspanningstoestellen

Art. 14*bis*. § 1. De artikelen 1 tot 14 van deze Algemene Verordening zijn niet van toepassing op de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen :

1° de belasting op de spelen en weddenschappen;

2° de belasting op de automatische ontspanningstoestellen.

§ 2. De in de artikelen 47, § 1, 58, § 1 en § 2, 73, § 2, en 90*ter*, § 2 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoelde ambtenaren zijn de ambtenaren van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

§ 3. De ambtenaar bedoeld in de artikelen 53, eerste lid, 57, § 6 en § 8, 60, § 1, 68*bis*, 73, § 1, 73, § 2 (wat betreft de adviesbevoegdheid opgenomen in die bepaling), 81, 2°, 84, § 4, 89*bis*, 90*ter*, § 1, en 90*ter*, § 2 (wat betreft de adviesbevoegdheid opgenomen in die bepaling) van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen is de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar.

§ 4. De in de artikelen 60, § 2, 61, § 1, 62, § 1, 83, § 1, en 84, § 1 en § 2, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoelde ambtenaar is de voor de betrokken belasting bevoegde ontvanger, aangewezen overeenkomstig artikel 11, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe Waalse belastingen.

§ 5. De in de artikelen 63*ter* en 79, § 3, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoelde dienst is het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

§ 6. De in de artikelen 68*ter*, § 3, en 90, § 3, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoelde dienst is het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

§ 7. De in artikel 83, § 2, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen bedoelde dienst is het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. »

**Art. 16.** In hetzelfde besluit worden de artikelen 35*bis* tot 38 opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 47, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « en door de ambtenaren van het Waalse Gewest » in fine toegevoegd.

**Art. 18.** In artikel 50*sexies*, § 1, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden « en door de ambtenaren van het Waalse Gewest » in fine toegevoegd.

**Art. 19.** In hetzelfde besluit worden de artikelen 53 en 54 vervangen als volgt :

« Art. 53. De Minister bevoegd voor Financiën bepaalt :

— het model van de aangiften en de erbij te voegen documenten voor de belasting op de spelen en weddenschappen;

— de modellen van de lijst van de inzetten, van de samenvattende dagelijkse lijst en van de samenvattende lijst voor twee weken betreffende de spelen die een of andere gelijkenis vertonen met de casinospelen en die bedoeld zijn in artikel 47 van het Wetboek.

Art. 54. De Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst bepaalt :

— de modaliteiten en vormen waaraan de aangifte en de vergunning die de organisatie van de spelen en weddenschappen voorafgaat, moeten voldoen;

— de modellen van de biljetten, tickets, kaarten en registers inzake de belasting op de spelen en weddenschappen;

— het model van de documenten bestemd om het bedrag van de ingezette sommen alsmede dat van de toewijzingen die bij wijze van prijzen of anders worden verricht, te rechtvaardigen; hij kan bovendien die documenten of alle andere documenten waarvan het houden inzake de belasting op de spelen en weddenschappen wordt opgelegd, ter voorafgaandelijke goedkeuring of visering aan de ambtenaar die hij aanwijst, laten voorleggen. »

**Art. 20.** In hetzelfde besluit wordt artikel 55 opgeheven.

**Art. 21.** In hetzelfde besluit wordt artikel 56 hersteld in de volgende lezing :

« Art. 56. De Minister bevoegd voor Financiën bepaalt de modaliteiten voor het afgeven van het borderel en van de kentekens alsmede de modaliteiten voor de overlegging van het bewijs van de naleving van in artikel 79, § 3, van het Wetboek bedoelde procedure. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het ministerieel besluit van 17 juli 1970 tot uitvoering van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

**Art. 22.** In het ministerieel besluit van 17 juli 1970 tot uitvoering van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen worden de artikelen 3 tot 5 opgeheven.

**Art. 23.** In hetzelfde besluit worden de artikelen 7bis tot 7quinquies opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Uitvoering van het koninklijk besluit van 3 april 1953 tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken*

**Art. 24.** De ambtenaar bedoeld in de artikelen 11, tweede lid, 16, § 3, 20, § 3, 2°, 26, § 4, en 34 van het koninklijk besluit van 3 april 1953 tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken is de directeur van de Directie Vaststelling van de Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar.

**Art. 25.** De ambtenaar bedoeld in artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit van 3 april 1953 tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken is de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar.

**Art. 26.** De ambtenaar bedoeld in artikel 33 van het koninklijk besluit van 3 april 1953 tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken is de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 27.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

— de artikelen 1, 2, 3, A., 4, A., en 5, A., die uitwerking hebben op 1 juli 2009;

— de artikelen 3, B., 4, B., 5, B., 6 tot 13, en 15 tot 26, die in werking treden op 1 januari 2010.

**Art. 28.** De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE



## BIJLAGE 1

Te vermelden in elke briefwisseling:

20 .. / .....

**WAALSE OVERHEIDSDIENST**  
**Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit**  
**29 avenue Gouverneur Bovesse**  
**5100 JAMBES**

**JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE AUTOMATEN IN HET  
 WAALSE GEWEST**

-  
**Zelfbedieningsbrandstofpompen**

Deze aangifte, behoorlijk aangevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet vóór 30 april van het aanslagjaar aan bovenvermelde Dienst worden gezonden.

Decretale rechtsgrond: Decreet van 19/11/1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest – (Belgisch Staatsblad van 27/11/1998)

VAK VOORBEHOUDEN AAN HET BESTUUR

Belastbare periode: 20...

Aanslagjaar : 20.....

Verzendingsdatum van de aangifte:

.....

Ontvangstdatum: .....

I. BENAMING VAN DE SITE

(gelieve de gepaste verbeteringen aan te brengen als de gegevens verkeerd zijn)

Naam of firmanaam: .....

Adres:

Postbus

Gemeente

Tel: Fax: .....

II. IDENTIFICATIE VAN DE UITBATER VAN DE AUTOMATEN

Naam of firmanaam: .....

Adres:

Postbus Gemeente

Tel: Fax: .....

Ondernemings- of BTW-nummer: .....

III. AUTOMATEN

Gelieve de bij artikel 2, 1°, c), van het decreet bedoelde automaten waarover U beschikt aan te geven (zelfbedieningsbrandstofpompen).

Nr. van de meter	Aantal slangkranen aangesloten op die meter

IV. IDENTIFICATIE VAN DE EIGENAAR VAN DE AUTOMATEN

Bent U de eigenaar van de in de zin van artikel 3 van het decreet aangegeven automaten?

JA / NEE (schrappen wat niet past)

Indien NEE, gelieve de identiteit van deze aan te geven:

Naam of firmanaam: .....

Adres:

Postbus: ..... Gemeente: .....

Tel: ..... Fax: .....

Ondernemings- of BTW-nummer: .....

Ondergetekende, ..... bevestigt dat  
voorliggende aangifte, met inbegrip van de bijgevoegde gedrukte en / of elektronische  
documenten, waar en oprecht is.

Opgemaakt te ..... op .....

Naam, hoedanigheid en ondertekening van de aangever / aangeefster,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 houdende  
verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure.

Namen, 22 december 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

**BIJLAGE 2**

In elk schrijven vermelden:

20 .. / .....

**WAALSE OVERHEIDSDIENST**  
**Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit**  
**29 avenue Gouverneur Bovesse**  
**5100 JAMBES**

**JAARLIJKSE AANGIFTE VAN DE BELASTING OP DE AUTOMATEN IN HET  
WAALSE GEWEST**

**-**  
**Geldautomaten en geautomatiseerde loketten**

Deze aangifte, behoorlijk aangevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend, moet vóór 30 april van het aanslagjaar aan bovenvermelde Dienst worden gezonden.

Decretale rechtsgrond: Decreet van 19/11/1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest – (Belgisch Staatsblad van 27/11/1998)

VAK VOORBEHOUDEN VOOR DE ADMINISTRATIE

Belastbare periode: 20..... Aanslagjaar : 20.....

Verzendingsdatum van de aangifte:

.....

Ontvangstdatum: .....

I. IDENTIFICATIE VAN DE UITBATER VAN DE AUTOMATEN

Naam of firmanaam: .....

Adres:

Postbus Gemeente

Tel: Fax: .....

Ondernemingsnummer:

.....



Indien NEE, gelieve de identiteit van deze aan te geven:

Naam of firmanaam: .....  
Adres: .....  
Postbus: ..... Gemeente: .....  
Tel: ..... Fax: .....  
Ondernemings- of BTW-nummer:  
.....

Ondergetekende, ..... bevestigt dat  
voorliggende aangifte, met inbegrip van de bijgevoegde gedrukte en / of elektronische  
documenten, waar en oprecht is.

Opgemaakt te ..... op .....

Naam, hoedanigheid en ondertekening van de aangever / aangeefster,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 houdende  
verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure.

Namen, 22 december 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE